

Politiques culturelles locales et diffusion des productions cinématographiques féminines du monde arabe

Mathilde Rouxel

Communication dans le cadre de la journée d'étude « Circulation et politiques culturelles ; circulation et réseaux de femmes : quelle représentation dans les sociétés mondialisées ? » organisée à l'Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle, 4 mai 2015.

Actes du colloque en ligne. URL : <https://rhc.hypotheses.org/publication-collective-2015/mathilde-rouxel>

Les programmations des festivals de cinéma arabe qui se développent tant dans le monde arabe qu'à l'international présentent un constat unanime autour de la place centrale des femmes dans les sociétés maghrébines et moyen-orientales. Pour soutenir et diffuser une production en plein essor de films réalisés par des femmes émerge sur l'ensemble de cette aire arabe et depuis le milieu des années 2000 un nombre, lui aussi croissant, de festivals consacrés aux films de femmes. Ces manifestations permettent aux réalisatrices arabes d'apparaître aux côtés d'autres cinéastes internationales et d'entrer ainsi, par une nouvelle porte, sur le marché cinématographique mondial. À partir d'une étude comparée du Festival International des Films de Femmes de Salé^[1] (Maroc), organisé depuis 2006 par l'association Bourereg sous le haut patronage du roi, et du Cairo International Women Film Festival^[2] (Égypte), initiative indépendante lancée en 2008, nous avons analysé les politiques menées par les deux organisations et les liens tissés avec les institutions culturelles.

1. Politiques culturelles arabes : une notion difficile à circonscrire

Il est difficile, voire impossible, au premier abord de se prononcer sur le caractère des politiques culturelles arabes. Les recherches effectuées suite à la première rencontre internationale organisée sur cette question par l'organisme Al-Mawrid Al-Thaqafi^[3] témoignent d'un réel vide dans les textes officiels des pays arabes sur la définition d'un modèle et des objectifs d'une telle politique de la culture. Très opaques, les gouvernements arabes offrent peu de visibilité en matière d'information et de données statistiques.^[4] Dans la majorité des cas, les chiffres publiés auprès des institutions nationales ne correspondent nullement à ceux des institutions internationales, ce qui implique nécessairement des problèmes d'ordre déontologiques en ce qui concerne la justesse des informations.

Les actions menées par les pouvoirs publics permettent néanmoins d'identifier les principales stratégies adoptées. La plupart des pays disposent d'organes ministériels chargés des affaires culturelles, souvent hérités de la colonisation ; mais la plupart des projets financés répondent au projet idéologique de chaque État.

L'identité se trouve au cœur des stratégies et des programmes culturels. En effet, face à la métamorphose du milieu économique dans lequel évolue le cycle culturel, avec comme source la mondialisation, la notion d'« identité » semble menacée[5]. Dans ces circonstances, le rôle de l'État est de protéger et de préserver l' « identité » nationale par le biais d'un agenda public spécifique. Les projets qui ne répondent pas aux grandes lignes idéologiques à défendre sont menés par les associations de la société civile, en plein essor, et qui sont à l'origine des deux festivals qui nous ont intéressés.

Le problème majeur rencontré par les pays arabes est dans le manque d'infrastructures dédiées au domaine culturel, qui provoque une réduction radicale du cycle culturel (création / production / distribution)[6]. Le domaine de la création cinématographique est une illustration éclairante de cette fragilité. Les industries du cinéma sont quasiment inexistantes dans le monde arabe, proposant un cinéma encore parfois faible et une distribution internationale difficile. Dans ces pays guidés par le patriarcat, la question de la création féminine soulève encore davantage de problèmes.

1. Le statut des femmes : un sujet controversé

C'est en Égypte que se développe, très tôt, un mouvement féministe de grande ampleur. Il aura tout à la fois un caractère nationaliste contre la mainmise anglaise sur le pays, et celui d'une revendication pour la liberté et l'autonomie féminine. Avec la chute de l'empire ottoman, les mouvements féministes se développent en réponse et en continuité avec les mouvements nationalistes arabes. La montée des islamismes dans les années 1980 durcit néanmoins le sort des femmes dans le monde arabe ; l'influence de la doctrine wahhabite et du mouvement sunnite des Frères musulmans égyptiens véhicule avec succès des discours de violence à l'encontre des femmes. Les voiles réapparaissent dans les rues marocaines, égyptiennes, libanaises et inquiètent les « féministes historiques » qui s'étaient tant battues pour la libération de leurs consœurs.

Cependant, quelle que soit l'influence des réseaux féministes dans les différents pays du monde arabes, il apparaît que la question des femmes intéresse la société. Olivier Barlet, dans un compte rendu des Journées Cinématographiques de Carthage (Tunisie) en 2010[7], rend compte au regard des films projetés d'un constat unanime autour de la place des femmes dans les sociétés maghrébines et moyen-orientale.

Outre les films réalisés par des hommes, qui manifestent un intérêt réel à la question de la position des femmes dans le corps social, un cinéma fait par de femmes se développe de manière remarquable : suivant les pionnières, rentrée dans les années 1970 d'Europe, où elles ont suivi des

études de cinéma, les femmes s'imposent dans le monde du cinéma à partir des années 1980, pour prendre une place particulièrement importante depuis le début des années 2000. Ces films, cependant, sont difficiles à distribuer. La multiplication des festivals consacrés aujourd'hui dans le monde arabe au cinéma féminin en dit long sur la montée en puissance des femmes dans le cinéma arabe..

III. Études comparatives de deux festivals internationaux de films de femmes

En Égypte, le « panarabisme » – qui appelait à une unité du monde arabe, et donc une valorisation de son patrimoine – a eu un impact considérable sur la structure institutionnelle et sociale du pays. Favorisant le tourisme, une définition commerciale de la culture est adoptée, bientôt contrôlée à partir des années 1980 par les courants islamistes influents.

La place des femmes, et particulièrement de la création des femmes dans ce contexte est délicate. Il apparaît donc logique dans ce contexte-là qu'un événement comme le Cairo International Women Film Festival soit une initiative individuelle, non soutenue par l'État.

À l'origine du projet, une équipe de femmes, engagée pour la diffusion des films de femmes issues d'abord de pays en développement (Maghreb, Moyen-Orient, Amérique Latine) puis depuis 2013 issue du monde entier. L'avantage du caractère international d'un festival de film est la présence, sur place de programmeurs de festivals du monde entier, mais aussi la rencontre de distributeurs et de producteurs internationaux capables de programmer, ailleurs, les films présentés en festival. Cette manifestation, puisqu'elle ne dispose d'aucun soutien de l'État qui n'y voit aucune réponse à ses politiques menées dans le secteur culturel, est principalement financée par de nombreux instituts culturels et ambassades internationaux (Pays-Bas, Portugal, Allemagne, Espagne, Catalogne, États-Unis, Danemark).

Pour leur part, les autorités marocaines financent en priorité les initiatives artistiques destinées à un public étranger, comme le Festival International de Films de Femmes de Salé, au détriment du patrimoine. Contrairement à l'Égypte, les courants religieux, puissants dans la société, ont une faible portée sur les décisions culturelles : l'autorité du souverain assure la séparation entre la vie religieuse et les activités artistiques du pays, évitant par là l'influence des groupes de pressions sur certaines questions sensibles. Ainsi, alors que les politiques culturelles égyptiennes fonctionnent avec un objectif de divertissement, le Maroc a choisi des objectifs de prestige, qui lui permettent de rayonner à l'international. S'étant intégrée dans le combat pour la démocratie, la voix des féministes a toujours été beaucoup plus écoutée que dans d'autres pays arabes, et suivies, notamment pour sa qualité d'ouverture sur les préoccupations occidentales.

Le soutien du roi Mohammed VI au Festival International de Film de Femmes de Salé – créé toutefois en 2006 par une association de la société civile, l'association Bouregreg – s'ancre donc dans cette logique de modernisation de la société engagée par le Maroc. Si l'événement est né d'une initiative particulière, le festival entre néanmoins dans les stratégies culturelles de l'État marocain, ce qui n'était pas le cas de l'Égypte. Les questions de genre marquent la modernité des initiatives, et le caractère international du festival donne au festival et au pays un rayonnement manifeste. La production arabe tient, naturellement, une place majoritaire.

Ce deuxième exemple permet d'illustrer la prise en main de l'État marocain des productions culturelles. Il atteste du fait que ce sont les initiatives tournées vers la modernité qui sont prioritairement financées, lorsque l'Égypte investit davantage dans le patrimoine, laissant à la société civile le soin d'organiser des événements similaires, sans soutien particulier, mais sans contrôle non plus.

-

Conclusion

Par ces deux exemples, un premier schéma d'analyse des stratégies culturelles des États arabes se dessine : il apparaît que les politiques menées dépendent des objectifs idéologiques suivis et de l'intégration des pays en question dans le jeu de la mondialisation ; une législation des politiques culturelles reste toutefois à construire, nécessaire pour mener à bien des stratégies politiques établies.

-

Bibliographie indicative :

Sur les politiques culturelles arabes :

Milena Dragičević Šešić pour la Fondation Hicter, http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/MD_politcult_arabe_3.pdf

Meriem Mehadji, *Les politiques culturelles et le processus de développement dans le monde arabe : analyse d'une série d'indicateur*, disponible en ligne (consultée le 20 mai 2015) : <https://pastel.archives-ouvertes.fr/tel-01085909/document>

Jaswinder Pal Singh, « Global cultural policies and power », in *International cultural policies and power*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010.

Sur le féminisme arabe :

Kassem Amin, *Women and the Veil*, The American University of Cairo Press, 1997.

Sonia Dayan-Herzbrun, *Femmes et politique au Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan, 2005.

El Bachiri L., « Le statut juridique de la femme marocaine: Analyse de la polémique entre féministes et islamistes », *Chronique Féministe*, La Moudawana n° 94, Université des Femmes, Jan./Mai Bruxelles, 2006.

Sur la pensée arabe :

Dominique Moïsi, *La géopolitique de l'émotion : Comment les cultures de peur, d'humiliation et d'espoir façonnent le monde*, Flammarion, Paris, 2008.

Georges Corm, *Pensée et politique dans le monde arabe. Contextes historiques et problématiques, XIXe-XXIe siècle*, La découverte, Paris, 2015

[1] Le site web du festival : <http://www.fiffs.ma>

[2] Le site web du festival : <http://cairowomenfilmfest.com>

[3] Voir le site web de l'organisme : <http://www.mawrid.org>

[4] Meriem Mehadji, *Les politiques culturelles et le processus de développement dans le monde arabe : analyse d'une série d'indicateur*, disponible en ligne (consultée le 29 avril 2015) : <https://pastel.archives-ouvertes.fr/tel-01085909/document>

[5] Jaswinder Pal Singh, « Global cultural policies and power », in *International cultural policies and power*, London, Palgrave Macmillan, 2010, p. 9.

[6] Voir le compte-rendu de Milena Dragičević Šešić (experte à l'UNESCO dans le domaine des approches participatives pour la conception et le développement de politiques culturelles locales) réalisé pour la Fondation Hicter, 2006 : http://www.fondation-hicter.org/IMG/pdf/MD_politcult_arabe_3.pdf

[7] Patricia Caillé, Florence Martin (dir), *Les Cinémas du Maghreb et leurs publics*, Africultures n°89, Paris, L'Harmattan, 2012, p.270.